



Melissa Li, Global Public Policy Institute

Le silence n'est pas neutre : Acteurs internationaux et protestations urbaines au Kenya et au Sénégal

Pourquoi cela importe

Au vingt-et-unième siècle, l'Afrique est devenue un épicentre mondial des mouvements de protestation.¹ Ceux-ci se concentrent en grande partie dans les zones urbaines à croissance rapide, dans lesquelles la densité de population augmente la concurrence pour les ressources, mais facilite aussi la mobilisation.² Dans ce contexte, les protestations sont devenues un moyen clé d'exprimer des revendications.

Ceci crée un dilemme stratégique pour les acteurs internationaux. Il est dans leur intérêt de soutenir la participation démocratique et les sociétés civiles dynamiques. Les politiques inclusives font des partenaires plus stables et plus fiables. Toutefois, un engagement visible peut saper les dynamiques locales ou peser sur les relations avec des

gouvernements partenaires qui voient les mouvements de protestation comme une menace. Dans un même temps, les gouvernements démocratiques sous pression limitent de plus en plus les libertés, en prenant des mesures répressives contre les leaders des protestations, ou en propageant des narratifs anti-impérialistes contre les acteurs étrangers. Ces tensions rendent plus compliquée une aide significative, même lorsque les intérêts internationaux et ceux des protestataires se recoupent.

Ce rapport politique examine deux vagues de protestation majeures de l'année 2024 : Celle de la loi de finances au Kenya et celle de la crise électorale au Sénégal. Il analyse la manière dont elles se sont déployées, qui s'est mobilisé, et comment l'engagement international a été perçu.³ Il formule également des recommandations sur la façon dont

¹ Marks, Zoe, 2024, "African Popular Protest and Political Change," *Journal of Democracy*, John Hopkins University Press 35, no. 3, <https://www.journalofdemocracy.org/articles/african-popular-protest-and-political-change/>

² Dorward, Nick and Sean Fox, 2022, "Population pressure, political institutions, and protests: A multilevel analysis of protest events in African cities," *Political Geography* 99, <https://doi.org/10.1016/j.polgeo.2022.102762>.

³ Ce rapport politique est basé sur une étude plus détaillée, « Quand les citoyens se mobilisent : Protestations urbaines dans les démocraties africaines – Les cas du Sénégal et du Kenya », 2026, FES.

les acteurs internationaux peuvent répondre aux mouvements de protestation sans augmenter les risques pour les contestataires et sans compromettre leurs partenariats.⁴

Ce qui s'est passé au Sénégal et au Kenya

Les protestations de la crise électorale du Sénégal en 2024

Début 2024, l'ancien président Macky Sall a plongé le Sénégal dans une crise constitutionnelle en reportant à une date indéterminée l'élection présidentielle prévue initialement le 25 février 2024. Le parlement a fixé une nouvelle date en décembre, prolongeant la présidence de Sall au-delà de la limite des deux mandats. Sur la toile de fond d'un espace civique en régression, des poursuites du leader de l'opposition Ousmane Sonko, de l'interdiction des protestations et des coupures Internet, l'ajournement a été largement dénoncé comme un « coup d'État constitutionnel ».⁵

Des protestations de masse ont rapidement émergé, reprenant la vague de protestation qui avait démarré en 2021 et faisant plus de 60 morts.⁶ Deux larges coalitions – *F24* et *Aar Sunu Election* – ont rassemblé des organisations professionnalisées de la société civile, des syndicats, mouvements sociaux, acteurs religieux et finalement des partis politiques et candidats à la présidence. En fin de compte, la Cour constitutionnelle a déclaré que le report était contraire à la constitution, de nouveaux délais ont été fixés et le candidat de l'opposition, Bassirou Diomaye Faye, a remporté l'élection présidentielle le 24 mars 2024.

Protestations contre le projet de loi de finances 2024 au Kenya

À la mi-2024, le Kenya a connu l'une des plus grandes vagues de mobilisation depuis les violences post-électorales de 2007-2009. Elles ont été déclenchées par le projet de loi de finances 2024, prévoyant d'importantes hausses fiscales sur des produits de première nécessité et sur l'économie numérique, à une période de difficultés socio-économiques et de fort chômage des jeunes.

De jeunes Kényans se sont regroupés sous le hashtag #RejectFinanceBill2024, essentiellement via X et TikTok. Une étape charnière a été atteinte le 25 juin 2024, lorsque des contestataires ont pris d'assaut le parlement, ce qui a entraîné des douzaines de morts et des centaines de bles-

sés et d'arrestations. Après quoi le président William Ruto a retiré le projet de loi et plus tard dissolu une grande partie de son cabinet. Au-delà de la taxation, les plaintes se sont étendues à la brutalité de la police et à la corruption, et le gouvernement a été appelé à rendre des comptes, le tout résumé dans le slogan #RutoMustGo.

La mobilisation kenyane a adopté une stratégie se voulant « sans leader, sans tribu et sans parti » et conduite par des militants jeunes et de sexe féminin. Si les outils numériques ont permis cette mobilisation, ce sont les réseaux d'ONG, les initiatives populaires, groupes féministes et organisations de défense des droits de l'homme qui l'ont entretenue en fournissant un soutien juridique et logistique.

Ce que nous avons observé

En 2024, le Kenya et le Sénégal ont connu tous deux d'importantes vagues de protestation massive. Les deux études de cas font ressortir les chemins respectifs par lesquels la mobilisation de masse a vu le jour, a évolué et interagi avec des acteurs internationaux dans chacun des contextes. En se basant là-dessus, la partie suivante fait ressortir six leçons clés aidant à expliquer comment les mouvements urbains de protestation peuvent se déployer dans des démocraties africaines.

1. Une mobilisation large et inclusive est la clé du succès.

Dans les deux pays, les mouvements de protestation ont gagné en importance lorsqu'ils ont réuni différents groupes ainsi que des revendications diverses. Au Sénégal, *Aar Sunu Election* – une vaste coalition de la société civile – a tout d'abord tenté d'exclure les partis politiques et les candidats à la présidence. Finalement, elle a opté pour une collaboration pragmatique et axé les protestations sur la défense générale de la démocratie, et non sur une lutte partisane, ce qui a renforcé la mobilisation. Au Kenya en revanche, les militants se sont sciemment distancés des partis d'opposition traditionnels et d'un alignement politique sur la base d'associations ethniques et tribales. Ils ont fondé les protestations sur des griefs intersectoriels et ont insisté sur une mobilisation non-partisane, orientée sur les enjeux.

⁴ Les conclusions de cette étude reposent sur des recherches documentaires et 22 interviews en ligne avec des acteurs des protestations et des acteurs internationaux du Kenya (12 interviews) et du Sénégal (10 interviews), menées en octobre et en novembre 2025. Quelques 73% des interviews ont été conduits avec des acteurs des protestations.

⁵ CIVICUS, 2024, "Senegal's Democracy Passes Crucial Test," CIVICUS LENS, <https://tinyurl.com/2hpy3bb3> ; Rich, David, 2024, "How Senegal's presidential election was postponed, reinstated and moved up," France24, <https://tinyurl.com/e5rmj5xj> ; Access Now, 2024, "#KeepItOn: government of Senegal must ensure open and secure internet access throughout the 2024 presidential elections," <https://tinyurl.com/wudrue9v>.

⁶ Freedom House, "Freedom in the World 2022, Senegal," <https://freedomhouse.org/country/senegal/freedom-world/2022> ; Amnesty International, 2024, "Senegal: Authorities must investigate killings and police brutality against protesters," <https://tinyurl.com/34rkw28w>.

2. La mobilisation reflète des changements générationnels et organisationnels

Les deux cas révèlent des styles de mobilisation contrastés, définis par des facteurs générationnels et organisationnels. Les protestations au Kenya étaient principalement conduites par Gen Z et la génération du millénaire, affichant le caractère typique d'événements récents connus sous le nom de « Gen Z protests » : organisation décentralisée, avec absence de leader, conçue pour éviter la cooptation politique.⁷ En revanche, la mobilisation du Sénégal relevait d'acteurs politiques et d'organisations plus établies de la société civile, présentant un leadership plus ancien et des racines institutionnelles plus profondes. Ces différences indiquent un changement de générations,⁸ laissant entendre que les mouvements émergents menés par des jeunes méritent une grande attention.

3. Les espaces numériques important, mais sont tributaires des accès et des réseaux hors ligne.

La mobilisation numérique a joué un rôle crucial, particulièrement au Kenya, mais cela n'a pas été suffisant. Au Kenya, les réseaux sociaux se sont avérés essentiels pour la mobilisation et la coordination de jeunes Kényans jouissant de peu d'expérience en matière d'organisation. Au Sénégal en revanche, les outils numériques ont permis en premier lieu d'amplifier une mobilisation qui avait ses racines dans les vastes réseaux hors ligne d'organisations de la société civile et de partis politiques. Au Sénégal, les possibilités d'organisation ont été limitées par des coupures Internet répétées.⁹ Dans les deux contextes, il fallait des réseaux hors ligne pour entretenir la mobilisation.

4. Les mouvements « spontanés » se basent sur des réseaux existants et des expériences antérieures, qui ont souvent bénéficié du soutien des donateurs

Les protestations n'ont pas surgi « de nulle part ». Au Sénégal, la mobilisation s'est appuyée presque uniquement sur des infrastructures hautement professionnalisées : Société civile organisée, partis politiques et candidats à la présidentielle, tous avaient de l'expérience et disposaient de ressources et de réseaux qu'ils pouvaient activer immédiatement. Au Kenya en revanche, la première vague de mobilisation spontanée a rapidement été stabilisée par des mou-

vements populaires, sociaux et féministes bien organisés. Le soutien apporté auparavant¹⁰ par les donateurs aux organisations de la société civile et aux mouvements sociaux a souvent aidé à établir cette infrastructure sous-jacente, même si la priorité était donnée à leurs activités centrales, et non à la protestation en soi.

5. Les signaux diplomatiques déterminent la manière dont est perçue la crédibilité des acteurs internationaux.

Dans les deux pays, les acteurs des protestations ont considéré comme précieuse la solidarité internationale des médias, de la diaspora et des mouvements sociaux, mais ils ont souvent été déçus par les gouvernements étrangers. Au Sénégal, la réaction des États-Unis au report des élections a été vue comme forte, tandis que celle d'autres partenaires étrangers, y compris l'UE et les gouvernements européens, était considérée comme trop prudente. Au Kenya, les militants ont souvent qualifié les réactions des partenaires occidentaux de « muettes » ou de trop faibles, surtout comparées avec l'extrême violence de la police.

Les diplomates pourraient donner la priorité à des partenariats et des accès de long terme, tandis que les protestataires vont juger de la crédibilité à partir d'un soutien visible et sans équivoque de la démocratie et des droits de l'homme. Cependant, lorsque les réactions à un recul de la démocratie sont moins fortes que celles en cas de coup d'État militaire,¹¹ le manque de cohérence tel qu'il est perçu ébranle la confiance et affecte la manière dont les protestataires interprètent l'engagement démocratique général des acteurs internationaux.

6. L'aide des donateurs internationaux est risquée, mais utile et bienvenue en-dehors des cycles de protestation.

Les deux cas montrent que l'engagement des donateurs durant les protestations est décisif. L'accusation publique sans fondement lancée par l'ancien président Ruto contre la Fondation Ford, à savoir que celle-ci aurait financé des protestations, illustre à quel point il est aisé de transformer les acteurs internationaux en boucs émissaires, exposant les partenaires locaux à la répression. Au Sénégal, les principaux acteurs ont insisté sur le fait que la mobilisation

⁷ Forus, 2025, "The Flashpoint Generation: How Gen Z is rewriting the rules of protest the world over – a cross-country analysis of a rising wave of youth-driven protests around the world," <https://tinyurl.com/3mtrxtm9>.

⁸ Fong, Clara, 2025, "How Global Gen Z Protests Have Shocked and Transformed Governments," Council on Foreign Relations, <https://tinyurl.com/37tnywmn>.

⁹ Access Now, 2024, "#KeepItOn: government of Senegal must ensure open and secure internet access throughout the 2024 presidential elections," <https://tinyurl.com/wudrue9v>.

¹⁰ En général, quand nous parlons de donateurs, nous appliquons la définition suivante : « Le terme de 'donateur' – avec ses connotations altruistes – peut généralement être considéré comme problématique dans un contexte politique, à savoir en tant que [soutien externe à la démocratie], mais il reste le mieux adapté compte tenu de la diversité des acteurs (y compris les gouvernements, mais pas seulement) qui offrent des financements et d'autres formes d'assistance à des acteurs de la société civile. » Pour plus d'informations, voir : Hensing, Jakob, Melissa Li, Julia Friedrich and Philipp Rotmann, 2023, "Supporting Civil Society in Acute Crises," Global Public Policy Institute, <https://gppi.net/2023/03/14/supporting-civil-society-in-acute-crises>.

¹¹ Il peut y avoir des raisons légitimes à cela, comme adopter l'attitude de la CEDEAO ; pour plus d'informations, voir : Sow, Djiby and Melissa Li, 2025, "Reforming ECOWAS: A Case for Institutional Resilience in a Changing Era," Global Public Policy Institute/Institute for Security Studies, <https://tinyurl.com/47ayp269>.

devait rester « l'affaire des Sénégalais », craignant qu'une implication externe manifeste puisse délégitimer le mouvement, ce pourquoi ils ont insisté pour que tout soutien des donateurs vise à défendre leurs intérêts.

Les deux cas font ressortir que l'engagement des donateurs avant et après les cycles de protestation est bienvenu et utile. Un soutien à long terme aide à développer une conscience politique, à renforcer les capacités de mobilisation et à entretenir le dynamisme, pour que les revendications puissent se traduire par des agendas politiques concrets.

Ce que les acteurs internationaux peuvent faire

Les gouvernements ont généralement raison de s'opposer aux immixtions dans les politiques domestiques controversées ; aucune démocratie ne tolérerait une ingérence externe. Toutefois, l'extension rapide des lois désignées par « foreign agent laws », visant à criminaliser la société civile indépendante – avec les accusations du Kenya contre la Fondation Ford – montre combien il est facile d'utiliser ces narratifs comme des armes.¹²

Cependant, n'est pas neutre qui ne fait rien. A maintes reprises, les mouvements pro-démocratiques au Sénégal et au Kenya ont mis l'accent sur l'importance de la solidarité internationale, et les acteurs externes attachés aux principes démocratiques sont plus fortement intéressés par la résilience démocratique et une stabilité durable. En choisissant de ne pas s'engager, les acteurs internationaux risquent de décevoir les partenaires locaux clés et en même temps de contrecarrer leurs propres intérêts stratégiques.

L'engagement dans des démocraties africaines est sans doute encore plus difficile. Considérations diplomatiques et partenariats stratégiques limitent les options des gouvernements étrangers et des organisations multilatérales. Les agences de développement sont fréquemment confrontées à des obstacles bureaucratiques, tandis que les ONGI, les fondations privées et – dans une moindre mesure – les fondations politiques sont souvent plus flexibles, même si elles aussi sont exposées à des risques. Mais c'est justement parce que les gouvernements partenaires se sont eux-mêmes engagés à défendre les normes démocratiques et les droits de l'homme que les acteurs internationaux peuvent aussi insister pour que ces obligations soient respectées.

Partant des faits constatés au Sénégal et au Kenya, la présente étude soumet cinq recommandations soulignant

comment les acteurs internationaux peuvent mieux réagir aux mouvements de protestation pro-démocratiques.

1. Les fondations privées et les ONG internationales devraient apporter une aide rapide durant les pics de protestation et anticiper les risques de mésinformation et de désinformation.

Les fondations privées et les NGOI qui se concentrent sur la démocratie et les droits de l'homme sont les mieux placées pour agir vite durant les pics de protestation.¹³ Elles peuvent fournir discrètement une assistance juridique aux détenus et de l'aide médicale aux manifestants blessés, et se documenter sur les transgressions des droits de l'homme.

N'étant pas proches des intérêts de l'État, elles peuvent intervenir plus rapidement et sont moins exposées à des accusations d'ingérence étrangère, même si le risque n'est pas nul, comme l'a montré le Kenya. Ces acteurs doivent être préparés à des campagnes de mésinformation et de désinformation, donc communiquer avec prudence et prévoir des mesures de protection pour les partenaires locaux.

2. Les acteurs internationaux devraient utiliser les forums internationaux pour mieux faire entendre les voix locales, empêcher la répression et renforcer les droits démocratiques.

Les acteurs internationaux peuvent donner accès à des forums internationaux tels que organes de l'ONU, médias internationaux, parlements ou ministères étrangers. Tandis que les ONG internationales et les fondations privées sont les mieux adaptées pour financer discrètement d'éventuels voyages et convoquer à des réunions, les ambassades étrangères et fondations politiques bénéficient habituellement d'un accès plus direct à des décideurs politiques, qu'elles peuvent activer pour faciliter les réunions et briefings.

Il importe que les acteurs internationaux garantissent la confidentialité et évaluent les risques, pour protéger les militants d'éventuelles représailles. Obtenue avec doigté, une attention internationale accrue peut aider à empêcher la répression et augmenter la pression exercée sur les gouvernements pour qu'ils respectent les libertés démocratiques et les droits fondamentaux.

¹² Pousadela, Inés M., 2025, "Cutting Civil Society's Lifeline. The global spread of foreign agents law," CIVICUS, <https://tinyurl.com/hm7zxcu4>.

¹³ Pour comprendre à quel moment la phase de mobilisation a atteint son maximum, il convient de se reporter aux chiffres des chercheurs et partir d'au moins 1000 participants. Ceci devrait bien sûr servir de règle grossière, le chiffre en question dépendant aussi d'autres facteurs tels que la taille de la population et le contexte plus général. Pour plus d'informations, voir : Chenoweth, Erica and Maria J. Stephan, 2021, "The Role of External Support in Nonviolent Campaigns: Poisoned Chalice or Holy Grail?," International Center on Nonviolent Conflict, <https://tinyurl.com/4vc7429b>.

3. Selon le contexte, les gouvernements étrangers devraient équilibrer pression publique et diplomatie « par la porte de derrière » pour agir contre la répression.

Lorsque les groupes de protestation et les militants sont confrontés à une répression violente ou que les droits démocratiques sont menacés, les gouvernements étrangers et les organisations multilatérales (UE, ONU, UA) devraient envoyer des messages clairs condamnant la répression et le recul démocratique. Lorsque la confrontation publique risque d'éloigner des partenaires stratégiques, il est possible d'avoir recours à des voies diplomatiques privées pour envoyer des signaux plus clairs. Dénoncer systématiquement la répression et les violations des droits de l'homme est crucial, entre autres pour rester crédible aux yeux des autres partenaires internationaux ou de la société civile.

4. Les donateurs devraient renforcer l'infrastructure civique en guise d'investissement de long terme.

On s'accorde largement à dire que les investissements à long terme dans l'infrastructure civique – l'écosystème d'organisations, de réseaux et de compétences permettant aux gens de se mobiliser, de coordonner et d'entretenir leurs actions collectives – sont essentiels pour la gouvernance démocratique. Les agences de développement bilatérales, les organisations gouvernementales internationales, tout comme les fondations politiques et privées devraient donner la priorité à un soutien de long terme pour renforcer les organisations de la société civile, les initiatives populaires et les mouvements sociaux. Plus concrètement, les fondations privées, les ONGI et les fondations politiques devraient investir dans des mesures d'apprentissage transfrontalières permettant les échanges entre groupes de protestation et militants. Dans les deux cas, les mouvements de protestation efficaces se sont appuyés sur des infrastructures civiques construites longtemps avant l'arrivée d'une crise et qui ont conservé leur importance après.

5. Les donateurs devraient privilégier des partenaires sur la base de leur légitimité, leur expérience en matière de mobilisation et leur ouverture au soutien international.

Une question clé pour les donateurs est donc de savoir quels sont les « bons » partenaires. Les donateurs devraient systématiquement privilégier les partenaires qui font preuve de légitimité, d'expérience en matière de mobilisation et d'ouverture au soutien international.¹⁴ Les cas étudiés montrent que la question des « bons » partenaires est

étroitement liée au contexte. Au Sénégal, les organisations de société civile professionnalisées et les acteurs politiques ont joué un rôle central. Comme de nombreux acteurs de la société civile travaillent essentiellement sur des questions précises, telles que les droits des travailleurs ou la pénurie d'énergie, ceci suggère que les donateurs devraient continuer à investir dans de telles ONG ou organisations associatives s'occupant de thématiques particulières.

Au Kenya, les réseaux informels, initiatives populaires, militants individuels et mouvements sociaux ont constitué le pivot des premières mobilisations. Ces acteurs sont généralement moins visibles et plus difficiles à atteindre pour les donateurs. Les donateurs devraient chercher au-delà des ONG, partenaires habituels faciles à atteindre, et trouver des moyens d'encourager les acteurs civils émergents jouant des rôles majeurs dans les mouvements de contestation démocratique. Pour ce faire, il est essentiel de veiller à un recensement continu des acteurs et à des échanges fréquents avec d'autres donateurs et leur personnel national.¹⁵

¹⁴ Hensing, Jakob, Melissa Li, Julia Friedrich and Philipp Rotmann, 2023, "Supporting Civil Society in Acute Crises," Global Public Policy Institute, <https://gppi.net/2023/03/14/supporting-civil-society-in-acute-crises>

¹⁵ Li, Melissa, Jakob Hensing and Philipp Rotmann, 2023, "Strategy and Planning Tool for Civil Society Measures in Acute Crises," https://gppi.net/assets/Li_et_al_Manual_GPPi_2023.zip (download) ; Hensing, Jakob and Melissa Li, Julia Friedrich and Philipp Rotmann, 2023, "Supporting Civil Society in Acute Crises," Global Public Policy Institute, <https://gppi.net/2023/03/14/supporting-civil-society-in-acute-crises>.

	Sénégal (protestations de la crise électorale 2024)	Kenya (protestations contre le projet de loi de finances 2024)
Contexte et éléments de déclenchement	<i>Déclenché par recul démocratique :</i> Report de l'élection présidentielle à une date indéterminée, considéré comme « coup d'État constitutionnel ». <i>Basé sur des griefs antérieurs :</i> Espace civique en régression depuis 2021, Sonko poursuivi, protestations interdites, coupures d'Internet. <i>Bilan :</i> Calendrier électoral rétabli sur intervention de la Cour constitutionnelle, scrutin dans les délais impartis.	<i>Déclenché par injustice socio-économique :</i> Hausses fiscales de la loi 2024 alors que coût de la vie en augmentation. <i>Griefs sous-jacents :</i> Chômage des jeunes, conditions FMI, dette publique, corruption, inégalités entre population et élite. <i>Bilan :</i> Projet de loi de finances 2024 retiré, dissolution du cabinet.
Acteurs et stratégies	<i>Acteurs :</i> Larges coalitions (F24 et Aar Sunu Election) englobant organisations de société civile, syndicats, partis politiques, candidats à la présidentielle, acteurs religieux, mouvements sociaux. <i>Stratégies :</i> • Puissants réseaux préexistants avec expérience de mobilisation sur des décennies. • Activation rapide des structures établies et du leadership. • Mix de protestations, marches silencieuses, actes symboliques. • Ajustement tactique en réponse à la répression ; recourt massif à l'organisation hors ligne.	<i>Acteurs :</i> • Essentiellement Gen Z et génération du millénaire ; nombreuses jeunes femmes. • Réseaux décentralisés de groupes de la société civile, initiatives populaires, mouvements sociaux et féministes comme pivot de la coordination. <i>Stratégies :</i> • Mobilisation initiale spontanée sur base numérique via X et TikTok ; sans leadership hiérarchique. • Organisation décentralisée avec leaders, plutôt orientée enjeux que partisane ou ethnique. • Usage massif de contenus numériques créatifs, d'espaces X et de vidéos virales.
Engagement avec des acteurs internationaux	<i>Gouvernements étrangers :</i> • Réaction des USA perçue comme rapide et ferme. • Réactions des autres gouvernements étrangers estimées trop faibles <i>Soutien des donateurs :</i> • Pas de distinction ni de préférence de la part des groupes de protestation. • Pas de soutien durant la mobilisation – vu comme trop risqué avec délégitimisation potentielle. • Protestataires ont souligné le besoin d'éducation civique et d'apprentissage transfrontalier à long terme avant et après les cycles de protestation. <i>Autres :</i> • Accent mis sur la propriété par les protestataires ; rejet de toute implication internationale par groupes anti-impérialistes spécifiques.	<i>Gouvernements étrangers :</i> • Gouvernements étrangers perçus comme muets. • Militants prudents à l'égard des missions occidentales en raison du narratif « néo-colonial ». <i>Soutien des donateurs :</i> • Pas de distinction ni de préférence de la part des groupes de protestation. • Pas d'aide visible durant les pics de protestation, en raison des gros risques politiques. • Réaction rapide comme besoin clé (aide juridique / médicale). • Soutien des donateurs vu comme le plus utile entre les pics de protestation, pour entretenir l'élan et introduire des demandes de changement politique par des voies institutionnelles. <i>Autres :</i> • Grande méfiance envers institutions financières internationales (FMI et Banque mondiale). • Solidarité internationale montrée par médias internationaux, diaspora, mouvements sociaux et organisations des droits de l'homme appréciée.

A propos de l'auteur

Melissa Li est chargée de recherche au Global Public Policy Institute (GPPi), où elle contribue au travail de l'Institut sur la paix et la sécurité. Elle se concentre sur le rôle des acteurs de la société civile et des mouvements de protestation dans des contextes de crise, sur la stabilisation, l'analyse de conflits et le financement du développement.

Remerciements

Cette étude a été financée par la Fondation Friedrich Ebert (FES). Les points de vue exprimés sont ceux de l'auteur et ne reflètent pas la position de la FES. J'aimerais remercier Andreas Quasten, Christian Denzin, Henrik Maihack et Svende Eickhoff pour leur collaboration constructive et fructueuse sur ce projet.

Les travaux de recherche à la base de ce rapport n'auraient pas été possibles sans l'aide généreuse et le temps de bien des personnes. Je tiens surtout à remercier les nombreux militants sénégalais et kényans, ainsi que les membres de groupes de protestation, diplomates et représentants de fondations politiques, qui ont bien voulu donner de leur temps et faire part de leurs observations dans le cadre des interviews devenues les bases de cette recherche.

J'aimerais aussi remercier mes collègues de la FES Andreas Quasten, Christian Denzin, Bastian Schulz et Elisabeth Bollrich, de même que mon collègue du GPPi Philipp Rotmann pour leurs amples et précieux commentaires sur mon projet d'étude.

Mentions légales

Publié par

Friedrich-Ebert-Stiftung e. V.
Godesberger Allee 149
53175 Bonn
Allemagne
info@fes.de

Département responsable

Département Afrique, Division de la coopération internationale

Responsabilité du contenu et de l'édition

Andreas Quasten, Chef de département par intérim
andreas.quasten@fes.de

Contact

Svende Eickhoff
svende.eickhoff@fes.de

Photo de couverture

picture alliance / Anadolu | Gerald Anderson

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES). L'utilisation commerciale des contenus publiés par la FES n'est pas autorisée sans l'accord écrit préalable de la FES. Les publications de la FES ne peuvent pas être utilisées à des fins de propagande électorale.

Juillet 2026
© Friedrich-Ebert-Stiftung e. V.

ISBN 978-3-98628-900-3

D'autres publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung sont disponibles ici:

➤ www.fes.de/publikationen



Coopération Internationale
Département Afrique

